

## La transition énergétique : un enjeu majeur

Lors des journées d'été Europe Ecologie – Les Verts (EELV), plusieurs débats et ateliers ont porté sur la transition écologique et énergétique.

Rappel : La conférence environnementale a débouché au printemps dernier sur 273 propositions et un consensus sur la nécessité d'une baisse de la consommation d'énergie ; même si en fin de course, le MEDEF (sous pression d'EDF) a tenté un coup médiatique pour manifester son opposition à la taxation carbone (et le ré-équilibrage de la taxation du gazole par rapport à l'essence), à la diminution de la part du nucléaire et le refus de la fracturation hydraulique pour récupérer le gaz de schiste.

Le dernier trimestre 2013 va être décisif sur ces questions, et tout particulièrement sur le contenu du budget 2014.

Plusieurs échéances sont attendues :

- **les retraites** : du point de vue des écologistes, cette question ne doit pas être réglée dans la seule logique de l'équilibre des caisses de retraite. La question du chômage, tout particulièrement des jeunes et des seniors, doit impérativement être prise en compte. L'allongement de l'âge de la retraite (et même de l'allongement de la durée de cotisation) serait une mauvaise solution : c'est une question de solidarité intergénérationnelle.

- **L'énergie** : la dépendance du pays au pétrole est très forte. De 20 milliards € en 2002, le déficit commercial dû au pétrole est aujourd'hui de 70 Milliards €.

Le député PS Jean Paul Chanteguet a rappelé les engagements de François Hollande :

\* le paquet des 3X20 = en 2020, 20% d'économies d'énergie, 20% d'énergies renouvelables et 20% de réduction des Gaz à Effet de Serre (pour parvenir à 75% de réduction des GES en 2050)

\* réduction à 50% de la part du nucléaire dans la production d'électricité et fermeture de la centrale de Fessenheim en 2016.

- **La loi Duflot sur le logement** qui doit être votée prochainement : elle vise à contrôler (et garantir) le coût des mloyers, mais surtout à favoriser l'isolation thermique des logements anciens, particulièrement du parc HLM. Elle vise également à augmenter la construction de logements neufs (en particulier HLM) de mieux en mieux isolés.

L'enjeu est triple :

\* baisser le coût du chauffage, en particulier pour les familles à revenus modestes : on peut atteindre 200 à 300€ d'économies par mois (et donc autant d'augmentation du pouvoir d'achat) ;

\* créer plusieurs centaines de milliers d'emplois non délocalisables pour la rénovation thermique des bâtiments ;

\* amoindrir la dépendance énergétique de la France aux importations pétrolières et diminuer fortement les dégagements de Gaz à Effet de Serre (GES), dont 40% sont liés au chauffage des bâtiments.

Les moyens seront-ils effectivement dégagés pour atteindre ces objectifs ?

- **Les transports en commun** : si la décision de rénover en priorité les voies secondaires et les trains de tous les jours, pour une majorité de voyageurs (plutôt que de prioriser les TGV) est intéressante, quels moyens vont-ils être dégagés pour le développement des transports en commun dans les agglomérations et les villes ?

- La question des taxations écologiques est aujourd'hui incontournable.

Et elle porte d'abord sur la taxation du gazole qui est inférieure de presque 0,2 € par rapport à l'essence, alors qu'il est massivement importé (avec un surcoût par rapport à l'essence) et qu'il provoque chaque année 15 000 morts prématurés du fait des microparticules et des oxydes d'azote dégagés.

Elle porte aussi sur une taxation spécifique sur les émissions de CO2 (taxe carbone)

La commission Rocard proposait un prix de 32 €/tonne de CO2 émise, avec une augmentation progressive permettant d'atteindre 100 €/tonne en 2020.

Un compromis a été dégagé entre les écologistes, la CFDT, la CLCV, le PS, ... pour partir de 7 €/tonne, jusqu'à 40 €/tonne en 2020. (remarque : cette taxe toucherait un peu plus le gazole que l'essence, car sa teneur en carbone est un peu supérieure).

Un tel niveau de taxation permettrait une redistribution vers les ménages aux plus faibles revenus sous différentes formes (chèque énergie, prime à l'achat d'un véhicule non diesel,...). Il permettrait d'alimenter, aussi, les aides compétitivité-emploi et l'isolation des bâtiments, avec un enjeu très important sur l'emploi.

Quels seront les choix définitifs du gouvernement à l'occasion du budget 2014 ?

Y aura-t-il une taxe sur le transport aérien passant par la France (sachant que le kérosène est détaxé !) ?

Y aura-t-il une compétence locale et régionale sur la production d'énergie (permettant de démultiplier l'efficacité de l'intervention publique sur les renouvelables) ?

Le budget de l'ADEME sera-t-il baissé de 14%, comme annoncé ? Aux dernières nouvelles, le Ministre de l'écologie a annoncé, lors de son passage aux journées d'été de EELV, que cette baisse de 14% serait annulée.

L'Etat reprendra-t-il à EDF la possibilité légale de décider de la fermeture de centrales nucléaires (et le choix du mix énergétique français) ? Le même ministre de l'écologie a également déclaré qu'il le souhaitait.

**Autant de questions fondamentales pour l'avenir (redressement des déficits, emploi, ...) et pour la solidité de l'alliance majoritaire.**